



**Assemblée générale
Conseil économique et
social**

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/182
E/1995/66
30 mai 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquantième session
Point 12 de la liste préliminaire*
RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET
SOCIAL

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
Session de fond de 1995
Point 6 h) de l'ordre du jour
provisoire**
QUESTIONS RELATIVES À L'ÉCONOMIE
ET À L'ENVIRONNEMENT : RAPPORTS
DES ORGANES SUBSIDIAIRES,
CONFÉRENCES ET QUESTIONS
CONNEXES : ENVIRONNEMENT

Produits nocifs pour la santé et l'environnement

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 7	3
II. EXAMEN DE LA LISTE RÉCAPITULATIVE	8 - 36	4
A. Arrangements relatifs à la publication de la Liste	8 - 12	4
B. Contenu et champ d'application de la Liste . . .	13 - 23	5
C. Présentation de la Liste	24	7
D. Accès par ordinateur	25	8
E. Périodicité et publication dans les langues officielles	26 - 29	8

* A/50/50/Rev.1.

** E/1995/100.

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
F. Facteurs concernant la santé publique	30	9
G. Diffusion et utilisation de la Liste	31 - 36	9
III. FAITS SURVENUS DEPUIS LA PUBLICATION DU DERNIER RAPPORT TRIENNAL	37 - 80	10
A. Suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) . .	37 - 72	10
1. Programme international sur la sécurité des substances chimiques	41 - 46	11
2. Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique	47 - 53	12
3. Consentement préalable en connaissance de cause	54 - 67	14
4. Autres faits nouveaux	68 - 72	17
B. Assistance technique	73 - 80	18
IV. ORIENTATIONS FUTURES	81 - 88	19
V. CONCLUSIONS	89 - 91	21
ANNEXE		
Critères régissant l'inclusion de produits pharmaceutiques et chimiques dans la Liste récapitulative		22

I. INTRODUCTION

1. La demande de mises à jour régulières de la Liste récapitulative des produits dont la consommation ou la vente ont été interdites ou rigoureusement réglementées, ou qui ont été retirés du marché ou qui n'ont pas été approuvés par les gouvernements¹ remonte à 1982, année durant laquelle l'Assemblée générale a adopté sa résolution 37/137, en date du 17 décembre 1982, relative à la protection contre les produits nocifs pour la santé et l'environnement. Le Secrétaire général y était prié d'établir cette liste sur la base des travaux déjà effectués par les organismes des Nations Unies. L'Assemblée a précisé que la Liste devrait être d'une lecture et d'une compréhension aisées et présenter tant les noms génériques et chimiques que la marque des produits, ainsi que le nom de tous les fabricants et une brève mention des motifs qui avaient amené les gouvernements à prendre des mesures d'interdiction, de retrait ou de réglementation rigoureuses.

2. Dans sa résolution 39/229, en date du 18 décembre 1984, l'Assemblée générale a décidé qu'une liste récapitulative mise à jour serait publiée tous les ans et que les informations seraient mises à la disposition des gouvernements et autres utilisateurs sous une forme qui leur permette d'y avoir accès directement par ordinateur. Afin de réduire les coûts dans toute la mesure du possible, la Liste récapitulative serait publiée tous les ans dans trois langues officielles de l'ONU au maximum, les langues devant changer chaque année et revenir avec la même fréquence. L'Assemblée a également décidé que la présentation de la Liste récapitulative serait constamment maintenue à l'examen afin de l'améliorer en coopération avec les organes, organisations et organismes compétents des Nations Unies, compte tenu du caractère complémentaire du document, de l'expérience acquise et des vues exprimées par les gouvernements à ce sujet.

3. Le premier examen triennal (A/41/329-E/1986/83) a été présenté à l'Assemblée générale à sa quarante et unième session. L'Assemblée a fait sienne, dans sa décision 41/450, du 8 décembre 1986, la résolution 1986/72 du Conseil en date du 23 juillet 1986, par laquelle ce dernier avait décidé que la Liste récapitulative continuerait d'être publiée dans un document unique, indiquant les désignations génériques/chimiques, les marques et tous les fabricants des produits.

4. Le deuxième examen triennal a été présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session (A/44/276-E/1989/78). Dans la deuxième partie de la résolution 44/226, du 22 décembre 1989, l'Assemblée a pris note avec satisfaction de la coopération qui s'était instaurée, lors de l'établissement de la Liste récapitulative, entre l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)/Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques (RISCPT).

5. Pour ce qui concerne le troisième examen triennal, le Secrétaire général a été prié de faire des suggestions précises quant aux moyens d'apporter aux pays, et en particulier aux pays en développement, une coopération technique en vue de leur permettre d'utiliser ou de mieux utiliser la Liste récapitulative, et d'étudier toutes les questions en suspens, notamment les produits pouvant

remplacer à long terme les produits interdits ou rigoureusement réglementés et les pesticides non enregistrés.

6. Le rapport du Secrétaire général (A/47/222-E/1992/57 et Corr.1) relatif au troisième examen triennal de la Liste a été présenté à l'Assemblée générale, à sa quarante-septième session. Sur la recommandation de la Deuxième Commission (décision A/47/439), l'Assemblée a pris note de ce rapport.

7. Le présent rapport, qui a été établi en prévision du quatrième examen triennal de la Liste, donne une vue d'ensemble de l'évolution de la situation dans le domaine des produits nocifs pour la santé et l'environnement et contient des propositions en vue d'une production plus efficace et d'une plus large diffusion de la Liste auprès des utilisateurs.

II. EXAMEN DE LA LISTE RÉCAPITULATIVE

A. Arrangements relatifs à la publication de la Liste

8. Les arrangements relatifs à la publication de la Liste, qui sont pour l'essentiel les mêmes que ceux qui avaient été indiqués dans le premier rapport triennal ont donné des résultats satisfaisants. On se rappellera qu'en 1985, le Secrétariat de l'ONU avait procédé à un examen de la Liste en étroite collaboration avec l'OMS et le PNUE/RISCPT. Cet examen portait sur les arrangements en vue de la préparation des futures éditions, les critères à respecter pour l'inclusion de produits, la question de l'inclusion dans la Liste d'informations telle que les considérations juridiques et de santé publique qui dictaient l'adoption de mesures réglementaires, qui ne figuraient pas dans la première Liste, et le traitement des données commerciales.

9. Un mémorandum d'accord a donc été conclu, répartissant les responsabilités entre l'ONU, l'OMS et le PNUE/RISCPT selon leurs compétences respectives. Il a été convenu que l'OMS recueillerait, examinerait et traiterait les informations relatives aux décisions prises par les gouvernements en ce qui concerne la réglementation des produits pharmaceutiques, ainsi que les motifs sanitaires ou écologiques de ces décisions, et que le PNUE/RISCPT ferait le même travail pour les données concernant les produits chimiques et les produits de consommation dont les ingrédients chimiques sont soumis à une réglementation.

10. Le Secrétariat de l'ONU coordonnerait les entrées, veillerait à ce que les informations pertinentes disponibles dans d'autres organisations soient également utilisées aux fins de l'établissement de la Liste, et recueillerait et examinerait les données commerciales. Il s'occuperait également d'éditer, de traduire et de publier la Liste. Depuis la réorganisation du Secrétariat de l'ONU, à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), le Département de la coordination des politiques et du développement durable est désormais chargé d'établir la Liste et de publier des mises à jour régulières en collaboration avec l'OMS et le PNUE/RISCPT.

11. Des consultations interinstitutions se tiennent périodiquement pour examiner ces arrangements ainsi que les questions qui intéressent les organisations participantes. La dernière réunion de cette nature s'est tenue à New York en avril 1995. À l'issue des débats qui ont eu lieu lors de cette

/...

réunion, les deux propositions suivantes sont présentées à l'Assemblée générale pour examen :

a) À partir de la prochaine (sixième) édition, la Liste serait publiée en deux parties, l'une portant sur les produits pharmaceutiques et l'autre sur les produits chimiques;

b) À partir de la septième édition, la Liste serait publiée une fois tous les deux ans, avec un supplément au cours des années intermédiaires, et serait limitée aux produits et aux entrées mises à jour concernant les produits existants.

12. Il a également été décidé lors de cette réunion de tenir au mois de juillet 1995 à Genève, pendant la session de fond du Conseil économique et social, une autre réunion des parties qui collaborent à l'établissement de la Liste, au niveau de l'exécution technique, afin d'élaborer les modalités d'application des propositions ci-dessus et d'examiner un certain nombre d'autres questions en suspens qui n'avaient pas été abordées lors de la première réunion, parmi lesquelles :

a) L'intégration d'informations complémentaires obtenues par le biais de la procédure du principe de l'information et du consentement préalables (ICP);

b) L'établissement d'un cadre de santé publique pour les produits chimiques;

c) L'examen de la possibilité d'inclure des solutions de rechange durables pour les produits figurant sur la Liste;

d) La révision de la définition de l'appellation "rigoureusement réglementé".

B. Contenu et champ d'application de la Liste

13. À chaque nouvelle édition de la Liste consolidée, le nombre de produits et de gouvernements concernés augmente. La cinquième édition, qui a été publiée en août 1994, comprenait plus de 700 produits réglementés par 94 gouvernements. On rappellera que la deuxième édition comprenait moins de 500 produits réglementés par 60 gouvernements.

14. S'agissant du contenu de la Liste, il faut noter que les décisions prises par un nombre limité de gouvernements ne sont pas nécessairement représentatives des positions adoptées par d'autres gouvernements au sujet du même produit, chacun évaluant différemment les risques et les avantages liés à l'emploi de ce produit. Il ne faut pas non plus oublier que tous les produits pharmaceutiques et chimiques peuvent être dangereux lorsqu'ils ne sont pas utilisés correctement. En outre, le fait qu'un produit donné ne soit pas mentionné parmi ceux faisant l'objet d'une réglementation dans un pays ne signifie pas nécessairement qu'il y soit autorisé; cela peut signifier que la décision concernant la réglementation pertinente n'a pas été communiquée à l'ONU, l'OMS ou au PNUE, ou bien que, dans le cas des produits pharmaceutiques et des pesticides par exemple, qui sont soumis à des procédures d'enregistrement

obligatoires dans de nombreux pays, ce produit n'a tout simplement pas fait l'objet d'une demande d'enregistrement.

15. L'utilisation de critères régissant l'inclusion des produits pharmaceutiques ou chimiques dans la Liste (voir l'annexe au présent document) a sensiblement facilité le choix des informations qui doivent l'accompagner. On estime que les divergences d'opinion sur l'appellation "rigoureusement réglementé" appliquée à certains produits s'atténueront grâce à l'application du système d'information et de consentement préalables mis au point conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PNUE (voir sect. III.A.3 ci-dessous).

16. Les renseignements figurant dans la cinquième édition sont du même type que ceux qui figuraient dans les éditions précédentes. La première partie, qui contient des informations réunies par l'ONU, l'OMS et le PNUE/RISCPT, concerne les produits pharmaceutiques à composant unique et composés et les produits chimiques. Les stupéfiants et les substances psychotropes n'ont été inclus que lorsqu'un pays a notifié à l'OMS, soit que cette substance faisait l'objet d'un contrôle plus strict que ne le prévoyaient les conventions internationales pertinentes, soit qu'elle était soumise à une réglementation nationale avant même qu'il ne soit envisagé de l'inscrire sur la liste internationale.

17. Les renseignements sur les produits chimiques continuent de porter sur les substances qui ont été interdites pour des raisons sanitaires ou écologiques ou ne peuvent être utilisées qu'à des fins précises. La Liste récapitulative ne traite pas des nombreux produits chimiques industriels d'usage courant pour lesquels les autorités nationales ont fixé les niveaux limites (taux de concentration maximale) auxquels pouvaient être exposés les travailleurs et au sujet desquels on peut trouver des renseignements dans les publications de l'OIT et du RISCPT. N'y figurent toujours pas non plus les additifs alimentaires, pour lesquels des normes internationales ont été élaborées dans le cadre de la Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius. Les renseignements portant sur les produits de consommation ne visent que les produits qui présentent un danger en raison de leur composition chimique.

18. En ce qui concerne les produits chimiques agricoles et industriels, on notera que les réglementations portent souvent sur les groupes chimiques – par exemple les composés de l'arsenic – plutôt que sur les éléments. À partir de la troisième édition, les réglementations plus courantes sont indiquées en même temps que celles qui concernent l'élément chimique représentant le groupe – ici, l'arsenic. De même, les renseignements concernant les sels, esters et autres groupes de dérivés sont regroupés au niveau de l'acide ou autre composé principal correspondant.

19. Les produits sont présentés dans chaque section par ordre alphabétique. On a adopté, dans la mesure du possible, la dénomination commune internationale pour identifier les produits pharmaceutiques et l'appellation commune adoptée par l'Organisation internationale de normalisation (ISO) pour les produits chimiques. Pour chaque produit sont indiqués, le cas échéant, le numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, les autres dénominations scientifiques, appellations courantes, et les synonymes; la date d'entrée en vigueur de la réglementation pertinente; un résumé des réglementations adoptées par les

/...

gouvernements; de brèves remarques explicatives dans la mesure du possible; et des références juridiques et bibliographiques. Les documents auxquels il est fait référence dans la partie I sont répertoriés en annexe à la Liste avec, le cas échéant, l'adresse où il est possible de les consulter.

20. La partie II, établie par le Secrétariat de l'ONU, contient des informations d'ordre commercial, notamment des données relatives aux marques et aux fabricants, pour un grand nombre de produits recensés dans la partie I. Il est ainsi aisé de renvoyer les marques des produits à leurs dénominations scientifiques courantes. Des données relatives aux marques sont fournies pour la plupart des produits chimiques et des produits pharmaceutiques à composant unique, mais pas pour les produits pharmaceutiques composés. En raison des ressources limitées, les données relatives aux fabricants ne sont fournies que pour les produits chimiques agricoles et industriels, non pour les produits génériques de fabrication courante. À cet égard, on notera qu'il importe de vérifier la composition d'un produit d'une marque donnée dans la mesure où les fabricants et les distributeurs peuvent continuer de commercialiser sous la même marque un produit dont les ingrédients ou la formulation ont été modifiés.

21. Les données commerciales ont été réunies en passant en revue diverses bases de données en ligne et les directives commerciales pour l'établissement d'une nouvelle nomenclature des produits réglementés. Les appellations commerciales ont alors été distinguées des autres dénominations scientifiques. Les données relatives aux fabricants ont été puisées essentiellement dans des publications scientifiques et commerciales et les listes de produits d'exportation de différents pays; elles ont été collectées indépendamment de la forme de propriété représentée par le fabricant et concernent des entreprises transnationales et nationales de toutes les régions. Celles qui portent sur des sociétés transnationales ont été vérifiées conformément à la procédure établie avec la Commission des sociétés transnationales. Les autres ont été confrontées aux sources publiées. Le Département de la coordination des politiques et du développement durable appliquera vraisemblablement les mêmes procédures.

22. En 1991/92, on s'est attaché, s'agissant des fabricants, à obtenir des données concernant les entreprises chimiques publiques, en s'adressant à cet effet aux missions permanentes des États Membres concernés. Les informations transmises par 11 pays ont été intégrées dans la cinquième édition. Le Secrétaire général est satisfait de cette évolution, qui témoigne d'un esprit de coopération de la part des gouvernements.

23. Les données commerciales sont présentées sous les mêmes rubriques que les autres données de façon à faciliter les renvois. Pour chaque produit sont indiqués son nom et le numéro de fichier correspondant du Chemical Abstracts Service, ses dénominations commerciales connues et, dans certains cas, une liste des fabricants connus, leur adresse et les noms commerciaux qu'ils utilisent.

C. Présentation de la Liste

24. Dans sa résolution 37/137, l'Assemblée générale était convenue, entre autres dispositions, que la Liste devrait être d'une lecture et d'une compréhension aisées. Aussi a-t-on mis au point, à compter de la quatrième édition, une nouvelle présentation générale et graphique des données. Les

/...

caractères d'imprimerie sont plus grands et sont en majuscules et minuscules et on a dessiné une nouvelle couverture. Outre qu'elle facilitera la lecture, la nouvelle présentation devrait permettre d'accroître les ventes.

D. Accès par ordinateur

25. La question de l'accès direct par ordinateur, demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 39/229, est à l'étude. Comme indiqué dans le précédent rapport du Secrétaire général, les données figurant dans la Liste ont été transférées de l'ordinateur central aux ordinateurs personnels en 1992. Comme suite à une demande spéciale, certaines de ces données ont été transférées sur des disquettes en 1994 dans le cadre d'un projet pilote. Par ailleurs, le Département de la coordination des politiques et du développement durable étudie la possibilité de mettre au point une interface de consultation des données et de permettre l'utilisation de la Liste par l'intermédiaire du réseau Internet Gopher du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui devrait être opérationnel d'ici à la fin de 1995.

E. Périodicité et publication dans les langues officielles

26. Dans sa résolution 39/229, l'Assemblée générale avait stipulé que la Liste devrait être publiée et diffusée tous les ans dans trois langues officielles de l'ONU au maximum, les langues devant changer chaque année et revenir avec la même fréquence. Rappelons que la première édition de la Liste et sa version révisée n'ont été publiées qu'en anglais. Ultérieurement, la première édition révisée a été traduite en arabe, espagnol et français. La deuxième édition de la Liste, parue en 1986 en anglais, a été traduite en chinois et en russe.

27. À la section II de sa résolution 44/226, l'Assemblée générale priait le Secrétaire général d'assurer la publication de la Liste en anglais, espagnol et français, en fonction de la demande et compte tenu de sa résolution 39/229. C'est ainsi que la quatrième édition de la Liste a été publiée en anglais et traduite en espagnol et en français. La version espagnole a déjà été transférée dans la base de données et devrait être publiée prochainement. Quant à la version française, on doit finir d'en mettre les données au point avant de la transférer dans le système en vue de sa publication.

28. La cinquième version anglaise de la Liste, parue en août 1994, a été la première à être publiée au moyen des ordinateurs personnels du nouveau système informatique. Distribuée aux États Membres par le Secrétaire général sous couvert d'une note verbale datée du 31 octobre 1994, elle sera traduite dans d'autres langues officielles, conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale selon laquelle la Liste doit être publiée dans des langues différentes tous les ans.

29. L'examen de la question de la périodicité et de la diffusion de la Liste dans les langues officielles devrait se poursuivre parallèlement à celui de la question de l'accès direct par ordinateur. La base de données qui est implantée sur les ordinateurs personnels du nouveau système informatique permet d'actualiser en permanence la Liste en anglais, espagnol et français.

F. Facteurs concernant la santé publique

30. L'OMS publie régulièrement des observations sur les produits pharmaceutiques afin de replacer certaines des mesures réglementaires dans leur contexte. Ces observations permettent de comprendre pourquoi, dans certains cas, des priorités nationales différentes ont amené des gouvernements à prendre des mesures réglementaires contradictoires. Le PNUE/Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques (RISCPT) et le Programme international sur la sécurité des substances chimiques, programme commun à l'OIT, au PNUE et à l'OMS, ne peuvent pas présenter d'observations sur les mesures réglementaires relatives aux substances chimiques agricoles et industrielles étant donné le grand nombre de produits incluant ces substances et leurs multiples applications. Il est, de plus, pratiquement impossible de faire des observations quant aux interdictions et aux réglementations concernant l'utilisation des produits chimiques dans la mesure où l'évaluation des risques et des avantages liés à l'emploi de ces produits et les décisions qui en découlent varient parfois considérablement d'un pays à l'autre en fonction des considérations nationales ou locales que, le plus souvent, le RISCPT et le Programme international sur la sécurité des substances chimiques connaissent mal.

G. Diffusion et utilisation de la Liste

31. Afin de savoir comment la Liste est utilisée, on y a joint, à partir de la deuxième édition, un questionnaire. Bien qu'aucune analyse systématique de l'expérience acquise et des réponses les plus récentes des utilisateurs n'ait été réalisée dernièrement, on peut cependant faire certaines observations sur la manière dont la Liste a été utilisée et diffusée. Celle-ci étant le seul document qui présente de façon unifiée des informations sur les réglementations nationales concernant toute une gamme de produits pharmaceutiques et de substances chimiques à usage agricole et industriel, elle est une précieuse source d'informations pour les gouvernements qui envisagent d'adopter ce type de réglementation.

32. À la section II de sa résolution 44/226, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'étudier les moyens d'associer plus efficacement les organisations non gouvernementales à la promotion de la diffusion et de l'utilisation de la Liste. Le Département de la coordination des politiques et du développement durable reçoit régulièrement des demandes d'exemplaires de la Liste provenant d'organisations non gouvernementales.

33. La cinquième édition de la Liste a été envoyée à des groupes comme le Réseau d'action sur les pesticides, qui rassemble plus de 300 associations de 60 pays opposées à l'abus des pesticides et adeptes de méthodes sûres et durables de lutte contre les ravageurs. La Liste est l'une des principales sources d'informations du Réseau dans sa campagne contre les 12 pays les plus pollués (Dirty Dozen Campaign), campagne qui vise à soumettre l'utilisation d'un certain nombre de pesticides particulièrement dangereux à des contrôles stricts puis à faire interdire et éliminer ces produits.

34. D'autres organisations utilisent également les informations contenues dans la Liste. Ainsi, l'Organisation internationale des unions de consommateurs

/...

(OIUC), qui regroupe 174 associations nationales, paragouvernementales, régionales, composites ou indépendantes de consommateurs dans 67 pays, s'en sert dans le cadre de son projet intitulé "Consumer Interpol". Cette organisation surveille l'utilisation des produits dangereux par l'intermédiaire de ses antennes nationales et diffuse l'information obtenue auprès des décideurs, des médias et des consommateurs afin de faire retirer ces produits du marché.

35. L'organisation non gouvernementale Greenpeace a demandé des exemplaires de la Liste pour le compte de ses 30 bureaux, qui sont répartis dans le monde entier, de façon qu'ils puissent diffuser la Liste parmi leurs membres. Par ailleurs, dans le cadre de sa campagne contre les pesticides, elle a publié en janvier 1993 une étude sur l'accès du public aux informations sur les pesticides, qui proposait des amendements au Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides établi par la FAO. Cette étude, qui recommandait que l'on élargisse le champ d'application de la Liste de façon que celle-ci contienne des données collectées conformément au Code de la FAO, qualifiait la Liste de "puissant instrument de ralliement des associations de particuliers du monde entier".

36. Le Département envoie également des exemplaires de la Liste aux associations locales de consommateurs des pays en développement oeuvrant en faveur de la protection de l'environnement et d'un développement durable. À cette fin, il gère un fichier d'adresses informatisées qui est régulièrement mis à jour.

III. FAITS SURVENUS DEPUIS LA PUBLICATION DU DERNIER RAPPORT TRIENNAL

A. Suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED)

37. Le rapport sur le dernier examen triennal a été établi avant la tenue, à Rio de Janeiro, en juin 1992, de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. L'adoption d'Action 21² par la Conférence, qui était l'une des initiatives les plus importantes que l'ONU ait lancées en l'espace de 10 ans, a permis de faire les rapprochements nécessaires entre environnement et développement, en général, et entre environnement et produits nocifs, en particulier. Action 21 a donné une impulsion réelle aux travaux des organismes des Nations Unies et des autres organisations intergouvernementales concernées, en particulier grâce à son chapitre 19 (Gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques toxiques).

38. La mise en oeuvre des six programmes d'activité proposés à ce chapitre d'Action 21 suppose une intensification de la coopération entre les pays et une meilleure coordination des activités internationales. Ces domaines d'activité sont les suivants :

a) Élargissement et accélération de l'évaluation internationale des risques chimiques;

b) Harmonisation de la classification et de l'étiquetage des produits chimiques;

/...

c) Échange d'informations sur les produits chimiques toxiques et les risques chimiques;

d) Mise en place de programmes de réduction des risques;

e) Renforcement des moyens et capacités dont dispose chaque pays pour gérer les produits chimiques;

f) Prévention du trafic international illicite des produits toxiques et dangereux.

39. Afin d'atteindre les objectifs énoncés dans le chapitre 19 d'Action 21, une large gamme d'activités devant être menées aux niveaux international, régional et national ont été proposées. Ont un lien particulièrement étroit avec le thème du présent rapport les objectifs et activités ci-après :

a) Renforcement et élargissement du Programme international sur la sécurité des substances chimiques, en vue de coordonner les activités des organismes des Nations Unies, en particulier celles concernant l'évaluation des risques chimiques;

b) Création d'un forum intergouvernemental;

c) Promotion et renforcement du mécanisme d'échange d'informations sur la sécurité chimique au moyen des procédures d'application des principes de l'information et du consentement préalables.

40. La Commission du développement durable est le principal instrument intergouvernemental de suivi de la CNUED. Elle veille à ce que les organes, programmes et organismes des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales concernées s'emploient activement à favoriser la mise en oeuvre d'Action 21, à laquelle elle encourage par ailleurs les ONG à participer, y compris celles des milieux industriels, commerciaux et scientifiques.

1. Programme international sur la sécurité des substances chimiques

41. Créé en 1980 par les chefs de secrétariat du PNUE, de l'OIT et de l'OMS, le Programme international sur la sécurité des substances chimiques est commun à ces trois organismes. L'un de ses objectifs spécifiques est d'évaluer les risques que les substances chimiques, quelles que soient leur origine et leur localisation, présentent pour la santé et l'environnement et de permettre aux États Membres de s'appuyer sur des informations scientifiques évaluées à l'échelle internationale pour établir leur réglementation sur la sécurité des substances chimiques.

42. L'un de ses autres objectifs est de renforcer les capacités nationales en matière de prévention et d'élimination des effets nocifs des substances chimiques et d'intervention dans les situations d'urgence causées par ces substances. Le programme vise aussi à promouvoir la sécurité de l'emploi des substances chimiques — qu'elles aient été créées par l'homme ou soient d'origine naturelle — au cours de toutes les étapes de leur manipulation : production, importation, transport, stockage, emploi et élimination.

43. En 1992, afin de favoriser la réalisation des objectifs du chapitre 19 d'Action 21, la CNUED a souligné que la collaboration entre le PNUE, l'OIT et l'OMS dans la mise en oeuvre du Programme international sur la sécurité des substances chimiques devait être au centre de la coopération internationale pour une gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques et qu'il fallait s'attacher par tous les moyens à renforcer ce programme. Elle a également encouragé la coopération avec d'autres programmes comme ceux de l'Organisation de la coopération et du développement économiques (OCDE) et de la Commission européenne.

44. En réponse à ces appels de la CNUED, l'OMS, l'OIT, le PNUE, la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'OCDE ont tenu des consultations intensives en vue de la mise en place d'un programme de collaboration élargi, dont les grandes lignes ont été arrêtées. Un comité de coordination interorganisations a été créé et un mémorandum d'accord énonçant les fondements juridiques de la coopération entre les six organisations susmentionnées a été établi. On prévoit qu'il sera signé par la totalité d'entre elles au cours du premier semestre de 1995. Le Comité sera chargé d'organiser et de superviser la coordination de leurs activités, individuelles ou conjointes, concernant la sécurité des substances chimiques.

45. En outre, il est envisagé de promouvoir la gestion rationnelle des substances chimiques en coopération avec d'autres organes comme la Commission européenne; des accords spécifiques de coopération scientifique et technique seront établis à cette fin. Il a été convenu que l'OMS serait chargée d'administrer le Programme international élargi sur la sécurité des substances chimiques, dont le directeur du programme de promotion de la sécurité des substances chimiques de l'OMS a été invité à exercer fonctions de secrétaire exécutif. Ce nouveau programme de collaboration sera dénommé Programme interorganisations sur la bonne gestion des produits chimiques.

46. Des mécanismes spécifiques de coordination des activités menées dans certains domaines du Programme, tels que l'harmonisation de la classification des produits chimiques, l'échange d'informations sur les produits chimiques toxiques et les risques chimiques et l'évaluation des risques chimiques, ont été mis en place. Ils permettent à tous les organes oeuvrant dans ces différents domaines de se concerter sur leurs plans et activités et d'étudier les moyens de faire en sorte que celles-ci se renforcent mutuellement.

2. Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique

47. Le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a, lors de sa première session, considéré que la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques toxiques était l'une des questions prioritaires et un domaine d'intervention éventuel. À sa deuxième session, il a préconisé de renforcer le Forum et invité l'OMS, le PNUD et l'OIT, dans le cadre du Forum, et en coopération avec la FAO et d'autres organismes à lui rendre compte des travaux consacrés par les réunions d'experts gouvernementaux compétents à l'examen des propositions visant à mettre en place un mécanisme intergouvernemental pour l'évaluation des risques et la gestion des produits chimiques.

48. En 1991, le Conseil d'administration du PNUE a prié le Directeur exécutif d'établir, en coopération avec l'OMS, l'OIT, l'OCDE et la Commission des Communautés européennes, entre autres organismes, des projets de proposition en vue de la mise en place d'un mécanisme intergouvernemental pour l'évaluation des risques et la gestion des produits chimiques et de convoquer, dans le cadre du programme international sur la sécurité des produits chimiques, une réunion technique d'experts désignés par les gouvernements qui serait chargée de les examiner.

49. La réunion tenue à Londres en décembre 1991 à cet effet a recommandé que la coordination soit renforcée dans ce domaine entre les organisations internationales et préconisé notamment l'établissement d'un mécanisme intergouvernemental d'évaluation et de gestion des risques inhérents aux produits chimiques. Elle a, en outre, formulé des propositions visant à en définir les objectifs, le rôle et les attributions ainsi que les limites éventuelles. Les recommandations de cette réunion ont été examinées et appuyées par le Comité préparatoire à sa quatrième session.

50. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a pris note des résultats de la réunion de Londres et invité les chefs de secrétariat de l'OMS, de l'OIT et du PNUE à convoquer d'ici un an une réunion intergouvernementale afin d'examiner sa recommandation. Les chefs de secrétariat ont organisé la Conférence internationale sur la sécurité chimique que le Gouvernement suédois a accueillie à Stockholm en avril 1994. Des représentants de 114 pays ainsi que des représentants d'organismes et d'institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales y ont participé.

51. La Conférence a établi un Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique, mécanisme non institutionnel au sein duquel se réunissent des représentants de gouvernements pour étudier les questions relatives à la sécurité chimique et, le cas échéant, présenter des recommandations aux gouvernements, aux organisations internationales, aux organismes intergouvernementaux et aux organisations non gouvernementales compétentes en la matière sur les différents aspects de l'évaluation et de la gestion des risques liés aux produits chimiques. Le Forum devra définir les grandes orientations de la coopération régionale et sous-régionale, formuler des stratégies s'inscrivant dans une optique coordonnée et intégrée, permettre une meilleure compréhension des problèmes et favoriser la mobilisation de l'appui indispensable. À sa première réunion, le Forum a adopté les principes d'action qui sont énoncés au chapitre 19 d'Action 21.

52. La deuxième réunion du Forum aura lieu avant la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui doit se tenir en 1997 afin d'examiner les progrès accomplis dans la mise en oeuvre d'Action 21 sous tous ses aspects. Une troisième réunion devrait se tenir en l'an 2000. Entre-temps, les activités du Forum seront dirigées par un groupe intersessions, composé de 31 pays.

53. La première réunion du Groupe intersessions s'est tenue à Bruges (Belgique) du 20 au 23 mars 1995. Les questions suivantes y ont été examinées :

a) Activités et projections du Forum;

/...

- b) Procédures d'évaluation des produits chimiques;
- c) Descriptifs communs pour la gestion des produits chimiques;
- d) Harmonisation de la classification et de l'étiquetage des produits chimiques;
- e) Programmes de réduction des risques;
- f) Consentement préalable en connaissance de cause; et
- g) Coopération entre pays membres du Groupe intersessions.

La prochaine réunion du Groupe intersessions se tiendra en Australie au début de 1996.

3. Consentement préalable en connaissance de cause

54. Dans sa résolution 37/137, l'Assemblée générale a reconnu que les produits dont la consommation ou la vente intérieure avait été interdite parce qu'on avait estimé qu'ils présentaient un danger pour la santé et l'environnement ne devraient être vendus à l'étranger par des sociétés ou des particuliers que sur la demande d'un pays importateur ou lorsque la consommation de ces produits était officiellement autorisée par le pays importateur. Dans ses résolutions 38/149 et 39/229, l'Assemblée générale a prié les organismes des Nations Unies de fournir aux pays en développement qui le demandaient l'assistance technique voulue pour créer ou renforcer des systèmes nationaux qui leur permettraient de mieux utiliser les renseignements fournis sur les produits chimiques dangereux et les produits pharmaceutiques d'emploi hasardeux et d'en surveiller efficacement l'importation. Au paragraphe 68 f) de l'annexe de sa résolution 42/186 du 11 décembre 1987, l'Assemblée a recommandé en outre la réglementation du commerce des produits industriels dangereux, notamment des produits chimiques toxiques, des pesticides et des produits pharmaceutiques, pour s'assurer que les parties contractantes, les gouvernements et les consommateurs se communiquent mutuellement les renseignements relatifs aux effets de ces produits sur l'environnement et la santé et aux méthodes qui permettent de les utiliser et de les évacuer sans danger.

55. En 1989, la Conférence de la FAO a adopté des amendements au Code de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides, entré en vigueur en 1985 et introduit le principe du consentement préalable en connaissance de cause. De son côté, le Conseil d'administration du PNUE adoptait ce même principe et l'incorporait dans les Directives de Londres applicables à l'échange de renseignements sur les produits chimiques qui font l'objet du commerce international³.

56. Le PNUE et la FAO ont élaboré des directives régissant le principe du consentement préalable en connaissance de cause. Ces directives stipulent que l'expédition internationale d'un produit chimique interdit ou rigoureusement réglementé pour protéger la santé de l'homme ou l'environnement ne peut s'effectuer sans l'accord explicite de l'autorité nationale désignée du pays importateur, laquelle doit avoir reçu tous les renseignements pertinents.

57. Ces deux organismes ont continué à collaborer au bon fonctionnement de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause sur la base du mémorandum d'accord qu'ils ont signé en novembre 1992 et en vertu duquel la FAO assume la responsabilité primordiale des pesticides et le PNUE celle des autres produits chimiques. Leurs secrétariats ont établi et communiqué à toutes les autorités nationales désignées des pays participants un document sur les directives publiées à l'intention des gouvernements sur le fonctionnement de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause.

58. Le Groupe commun d'experts FAO/PNUE sur le consentement préalable en connaissance de cause a continué de donner des conseils aux secrétariats des deux organisations sur divers aspects liés au fonctionnement de la procédure de consentement préalable. Il a également défini des critères permettant de déterminer l'applicabilité de ces mesures de réglementation à cette procédure. Outre les produits chimiques identifiés par le biais du système de notification dans le cadre de la procédure, la FAO et le PNUE ont prévu la possibilité d'y inclure des pesticides très dangereux qui ne sont pas nécessairement interdits ou fortement réglementés dans un pays quelconque, mais qui sont connus comme causant des problèmes de santé ou d'environnement, notamment dans les pays en développement.

59. Afin de s'assurer que les renseignements sur les mesures de réglementation figurant dans la base de données sur la procédure de consentement préalable soient complets et à jour, toutes les autorités nationales désignées ont été invitées à dresser à l'intention des secrétariats de la FAO et du PNUE l'inventaire de toutes les mesures de réglementation visant à interdire ou fortement restreindre les produits chimiques dans leur pays. Certains gouvernements ont signalé qu'ils n'étaient pas en mesure de dresser l'inventaire des produits chimiques interdits ou fortement restreints faute d'une législation leur permettant des les réglementer. De nombreux pays ont fait parvenir à la FAO et au PNUE des notifications dont on vérifie actuellement la conformité avec les définitions et critères établis.

60. À mesure que sont identifiés les produits chimiques devant faire l'objet de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause, les secrétariats établissent des documents d'orientation de décision en matière de consentement préalable, documents qui comportent tous deux parties : un résumé des mesures de réglementation des produits chimiques et un résumé des renseignements dont on dispose sur les produits chimiques. Ces documents sont examinés par le Groupe commun d'experts FAO/PNUE et leur version définitive est publiée en anglais, français et espagnol, puis envoyée, accompagnée des formulaires de réponse du pays importateur, aux autorités nationales désignées pour suivi.

61. On compte à présent 129 pays qui participent, par l'intermédiaire de leurs autorités nationales désignées, à la procédure de consentement préalable en connaissance de cause depuis sa mise en oeuvre en 1989. Afin d'élargir cette participation, le PNUE et la FAO comptent inviter les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à désigner des autorités nationales chargées de l'application de la procédure de consentement préalable. Au total, 51 pays ont répondu à la demande qui leur a été adressée de dresser l'inventaire de toutes les mesures de réglementation qui ont été instaurées dans leur pays pour interdire ou fortement

restreindre les produits chimiques. De nouveaux produits chimiques seront ajoutés et des documents d'orientation de décision en matière de consentement préalable seront établis à mesure que seront reçus de nouveaux inventaires des mesures de réglementation prises.

62. Au 31 décembre 1994, 77, 59 et 35 pays avaient répondu aux trois documents d'orientation de décision, dont deux portaient chacun sur six pesticides et le troisième sur cinq produits chimiques industriels. Les réponses ainsi reçues des pays importateurs sont incorporées dans la base de données sur le consentement préalable maintenue à cet effet. Le recueil de toutes ces réponses est distribué à tous les participants afin de permettre aux pays exportateurs de s'assurer que l'exportation de ces produits chimiques ne va pas à l'encontre des décisions en matière d'importation prises par les importateurs intéressés.

63. En 1991, le Conseil d'administration du PNUE a prié le Groupe spécial d'experts chargé d'étudier les modalités du consentement préalable donné en connaissance de cause et d'autres dispositions qui complèteraient les Directives de Londres applicables à l'échange de renseignements sur les produits chimiques qui font l'objet du commerce international de se réunir à nouveau pour poursuivre d'urgence ses travaux, notamment en ce qui concerne le renforcement de la base juridique de la version modifiée des Directives de Londres, en tenant compte de l'expérience acquise dans leur application et dans celle de la procédure de consentement préalable. En 1992, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a également considéré, dans le chapitre 19 d'Action 21, qu'il y avait lieu d'élaborer une convention juridiquement contraignante sur la procédure de consentement préalable. Le Groupe spécial d'experts a recommandé la création d'un groupe de travail qui serait chargé d'examiner les modalités d'élaboration d'une telle convention et d'en définir les éléments éventuels, qui ont ensuite été complétés par le Groupe spécial d'experts en avril 1994.

64. En novembre 1994, le Conseil de la FAO, après avoir pris note du travail déjà accompli par le PNUE pour l'élaboration de la Convention, a décidé que le secrétariat de la FAO devrait poursuivre la mise au point d'un projet de convention sur le consentement préalable dans le cadre du programme FAO/PNUE en cours et en coopération avec d'autres organisations internationales et non gouvernementales concernées.

65. Le PNUE et la FAO ont convoqué une réunion consultative officieuse en décembre 1994 pour examiner les principales questions liées à l'élaboration d'une convention sur le consentement préalable. Après avoir pris note de l'accord intervenu à ce sujet au sein du Conseil de la FAO, la réunion a proposé que le Directeur exécutif du PNUE sollicite du Conseil d'administration du PNUE, lors de sa dix-huitième session, en mai 1995, un mandat le chargeant d'engager des négociations sur l'élaboration de cet instrument, de sorte qu'il puisse être adopté d'ici à la fin de 1997. Une fois que le Conseil d'administration du PNUE se sera prononcé en mai 1995 sur l'élaboration d'une convention juridiquement contraignante sur le consentement préalable, le PNUE et la FAO pourraient entamer les négociations y relatives vers la fin de l'année.

66. La question de l'exportation de produits chimiques dont l'utilisation est interdite dans certains pays a été soulevée lors de la réunion consultative

officieuse par plusieurs participants. La réunion a recommandé que, dans un premier temps, on réalise une étude portant sur des cas concrets de commerce international de produits chimiques faisant l'objet de nombreuses interdictions. Les secrétariats du PNUE et de la FAO ont entrepris cette étude sur la base des informations qui leur ont été fournies par les gouvernements.

67. Le PNUE a convoqué la première réunion du Groupe d'experts sur les Accords internationaux relatifs à l'environnement et au commerce à New York, du 30 au 31 mars 1995, afin d'examiner la question de l'exportation des produits chimiques dont l'usage est interdit dans les pays qui les produisent, et d'autres questions commerciales connexes, dans le cadre d'une convention juridiquement contraignante sur le consentement préalable.

4. Autres faits nouveaux

68. Dans la section II de sa résolution 44/226, l'Assemblée générale a noté qu'il convenait de tirer parti des travaux du Groupe de travail sur l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur et d'autres substances dangereuses, créé en 1989 par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) afin d'étudier la possibilité d'établir un système de notification pour les produits qui, bien qu'interdits ou rigoureusement réglementés sur le plan intérieur, continuent d'être exportés. Ce système porterait sur les produits qui ne sont pas couverts par d'autres accords internationaux. Le Groupe de travail, qui a tenu sa dernière réunion en juin 1991, n'est pas parvenu à un consensus sur le texte d'un projet de décision. Son mandat a expiré en juillet 1991.

69. Depuis cette date, la responsabilité des travaux sur les questions générales concernant le commerce et l'environnement incombe au Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international. Lors des réunions qu'il a tenues de novembre 1991 à janvier 1994, le Groupe a étudié certaines des questions soulevées dans le cadre des travaux entrepris précédemment sur les produits interdits sur le marché intérieur, en s'attachant tout particulièrement aux relations qui existent entre les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et celles d'autres accords internationaux.

70. À l'issue des négociations d'Uruguay et de la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la question des produits interdits sur le marché intérieur a été inscrite au programme de travail du Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC. Le Comité a débattu de cette question lors de la réunion qu'il a tenue en février 1995 et devrait reprendre ses travaux sur la base des progrès réalisés dans la rédaction du projet de décision de 1991, en tenant compte des faits nouveaux intervenus depuis lors, tant au sein du GATT/OMC que dans le cadre des accords internationaux relatifs à l'environnement.

71. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a suggéré que les industries chimiques mettent au point un code international de principes pour la gestion du commerce des produits chimiques, en particulier en ce qui concerne leur élimination. Prié d'organiser des consultations avec le secteur privé sur l'élaboration d'un tel code, le PNUE a convoqué plusieurs

réunions avec les milieux industriels, divers organismes du secteur privé, des organisations internationales et des experts gouvernementaux.

72. En 1994, les parties ont approuvé le texte d'un Code de conduite pour le commerce international des produits chimiques, qui a été largement diffusé à l'intention des associations nationales et internationales des industries chimiques, de divers organismes du secteur privé, des pouvoirs publics et des organisations intergouvernementales. Le Conseil européen de l'industrie chimique a déjà annoncé son intention d'appuyer ce code. Le PNUE assurera le suivi de l'adhésion au Code et de son application et, en 1996, organisera un forum chargé d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation de ses principaux objectifs.

B. Assistance technique

73. Il est urgent de renforcer la capacité des pays de déterminer, gérer et réduire les risques que présentent les produits chimiques pour la santé et l'environnement. Si la plupart des pays développés sont tout au moins dotés de systèmes pour la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques, de nombreux pays en développement ne sont que très peu, voire pas du tout, équipés. Il faut absolument créer et renforcer de tels systèmes et institutions à l'échelon national et régional, en particulier dans les pays en développement. La valorisation des ressources humaines, y compris la formation à la prise de décisions relatives aux mesures de réglementation, et l'amélioration de l'accès à l'information sont essentielles.

74. La plupart des organismes des Nations Unies offrent une formation sur la sécurité chimique à l'intention des pays en développement, individuellement ou en collaboration, dans le cadre du Programme interorganisations sur la bonne gestion des produits chimiques. Ce programme devrait permettre de renforcer la coordination des activités visant à aider les pays à mettre au point des systèmes de gestion des produits chimiques.

75. Depuis un certain nombre d'années, la FAO et le PNUE entreprennent des activités d'assistance technique, conformément au Code de conduite et aux Directives de Londres, respectivement. Afin d'assurer l'application efficace de la procédure de consentement préalable donné en connaissance de cause, la FAO et le PNUE, en collaboration avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), continuent à fournir une assistance technique aux pays en développement et aux pays en transition en organisant des ateliers et des réunions. L'objectif est d'offrir une formation aux responsables gouvernementaux afin de renforcer les capacités des pays en matière de prise de décisions et de réglementation.

76. Un certain nombre de pays en développement n'ont pas de législation en matière de produits chimiques, et en particulier de produits chimiques industriels. Afin d'aider les pays auxquels fait défaut une telle législation à appliquer la procédure de consentement préalable donné en connaissance de cause, le PNUE a mis au point divers guides juridiques sur la gestion des produits chimiques. Le premier de la série, intitulé "Legislating chemicals: an overview", sera publié durant le premier semestre de 1995.

77. L'OMS organise des activités de coopération technique et/ou de formation à l'intention des pays, soit par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux ou de ses centres techniques, soit en collaboration avec le PNUE/RISCPT, le Centre international d'informations de sécurité et d'hygiène du travail de l'OIT et l'UNITAR. Six manuels de formation sur la gestion des risques liés aux produits chimiques doivent être publiés sous peu et trois autres sont en cours de rédaction. Des directives sur le renforcement des programmes nationaux de sécurité chimique devraient être publiées en 1995. Depuis 1992, environ 20 cours de formation ont été organisés, directement ou en collaboration avec d'autres organismes, par le Programme interorganisations sur la bonne gestion des produits chimiques dans des pays en développement et 12 autres cours sont prévus pour 1995.

78. L'OIT formule des politiques et des normes internationales relatives à la sécurité chimique sur le lieu de travail. Ces normes sont définies dans des conventions, ainsi que dans des recommandations s'adressant aux États Membres, auxquelles ceux-ci peuvent se reporter pour élaborer la législation à adopter et définir la pratique à suivre sur le plan national. L'OIT aide les pays en développement à mettre en place un cadre national ou à renforcer le cadre existant afin qu'ils puissent ratifier les instruments de cette organisation. À cet égard, on mentionnera la Convention concernant la sécurité dans l'utilisation des produits chimiques au travail, 1990 (No 170) et la Convention concernant la prévention des accidents industriels majeurs, 1993 (No 174). L'OIT offre également une formation spéciale en matière de sécurité aux inspecteurs du travail.

79. L'ONUDI prête une attention particulière à la formation concernant la sécurité en matière de formulation et d'application des pesticides et a publié des directives à cet égard. La Commission économique pour l'Europe (CEE) collabore actuellement avec l'OCDE pour élargir aux pays en transition membres de la CEE les systèmes et pratiques établis par l'OCDE et visant à garantir la sécurité lors de la manipulation de substances chimiques.

80. L'UNITAR, en collaboration avec le Programme interorganisations sur la bonne gestion des produits chimiques, recense actuellement les activités de formation organisées par des organisations internationales dans le domaine de la sécurité chimique, afin d'en améliorer la coordination. L'UNITAR et le Programme interorganisations collaborent également à la collecte d'informations devant permettre d'élaborer des descriptifs des moyens et des capacités des pays en matière de gestion des produits chimiques.

IV. ORIENTATIONS FUTURES

81. Le Programme interorganisations sur la bonne gestion des produits chimiques, récemment mis en place, devrait permettre aux organismes des Nations Unies de contribuer de façon plus efficace à la réalisation des objectifs énoncés dans le chapitre 19 d'Action 21. L'élargissement du PISSC devrait apporter des éléments scientifiques et techniques sur la base desquels les décisions pourraient être prises en connaissance de cause. Toutefois, le succès du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique dépendra de la volonté des gouvernements et de leur détermination à en appliquer les recommandations.

/...

82. À présent que le Forum a défini les actions à mener en priorité pour assurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques, il devrait s'attacher à établir des objectifs précis à atteindre d'ici à 1997, l'an 2000 ou au-delà. Par l'intermédiaire de son groupe intersessions, il devrait examiner et évaluer périodiquement l'efficacité des activités en cours dans tous les domaines ayant trait à la sécurité chimique et formuler des recommandations concernant les nouveaux travaux à entreprendre. À cet égard, on ne soulignera jamais assez la nécessité d'établir des indicateurs aux niveaux national et international. Des indicateurs spéciaux sont nécessaires pour évaluer les progrès réalisés dans chacun des domaines d'activité énoncés dans le chapitre 19.

83. Le PNUE et la FAO devraient poursuivre leurs travaux visant à créer un instrument international juridiquement contraignant pour l'application obligatoire de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause. En outre, il convient de favoriser l'application des dispositions pertinentes des conventions de l'OIT relatives aux produits chimiques et aux accidents industriels majeurs.

84. Les effets de la réglementation de l'environnement sur le commerce en général et de la création d'un instrument juridiquement contraignant pour la procédure de consentement préalable en connaissance de cause sur le commerce des produits chimiques dangereux en particulier posent un problème extrêmement complexes, qui doit être examiné plus avant afin de favoriser le respect des accords multilatéraux relatifs à l'environnement.

85. Dans le domaine de l'évaluation des risques, tandis que d'autres organismes prennent en charge l'essentiel des travaux techniques consistant à établir des données de qualité sur lesquelles puisse se fonder l'évaluation des risques chimiques, les organismes des Nations Unies devraient continuer à favoriser les activités visant à mieux comprendre les risques potentiels liés à l'exposition à des substances chimiques.

86. Des progrès sont actuellement enregistrés sur le plan des activités techniques visant – à partir des grands systèmes existants – à harmoniser la classification et l'étiquetage des produits chimiques, mais un cadre international doit être mis en place pour traduire les résultats de ces activités en un instrument juridiquement contraignant. De plus, il reste beaucoup à faire au niveau national pour rendre les systèmes actuels conformes à l'ensemble des normes admises au niveau international.

87. À plus long terme, les organismes et programmes compétents des Nations Unies devraient promouvoir la recherche de produits de substitution aux produits chimiques dangereux et l'utilisation de techniques et de procédés plus sûrs ainsi que l'application de mesures de prévention et de protection efficaces.

88. L'existence de profils nationaux tenus à jour, indiquant la situation actuelle ainsi que les besoins futurs, sera un élément clef de toute stratégie visant à assurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques. Il importe également d'adopter une législation appropriée ainsi que des dispositifs nationaux destinés à sa mise en application.

V. CONCLUSIONS

89. De nombreuses activités sont actuellement menées au sein et en dehors du système des Nations Unies en vue d'assurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques. Il n'a pas été possible de les décrire toutes dans le présent rapport, mais celles qui présentent de l'intérêt au regard de la Liste récapitulative figurent dans la partie III. L'ajout de nouvelles données rassemblées grâce à l'application de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause rendra la Liste plus utile pour la réalisation des objectifs énoncés dans le domaine d'activité concernant l'échange d'informations sur les produits chimiques toxiques et les risques chimiques (chapitre 19 d'Action 21).

90. La Commission du développement durable a reconnu l'importance de la Liste pour la diffusion d'informations concernant les produits dangereux et a souligné la nécessité de la tenir à jour et de prendre de nouvelles mesures visant à assurer une large diffusion des informations qu'elle contient.

91. Afin de rationaliser la production et la distribution de la Liste, et compte tenu des problèmes pratiques que pose sa publication en un seul volume, il est suggéré qu'elle soit présentée en deux volumes, l'un sur les produits pharmaceutiques et l'autre sur les produits chimiques, et qu'elle paraisse tous les deux ans, accompagnée d'un supplément pour les années intermédiaires.

Notes

¹ Pour les éditions précédentes de la Liste récapitulative, voir publications des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IV.8, F.87.IV.1, F.91.IV.4 et F.94.IV.3.

² Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), vol. I : Résolutions adoptées par la Conférence, résolution I, annexe II.

³ UNEP/GC.14/17, annexe IV.

ANNEXE

Critères régissant l'inclusion de produits pharmaceutiques
et chimiques dans la Liste récapitulative

1. Produits pharmaceutiques^a

a) "Produit interdit"

Un produit dont la consommation ou la vente sur le marché national a été interdite dans un ou plusieurs pays par décision de l'autorité nationale compétente, en raison du risque que peut présenter l'usage pour lequel il est prévu.

b) "Produit retiré volontairement du marché"

Un produit qui a été retiré du marché national dans un ou plusieurs pays par décision du fabricant, en raison du risque que peut présenter l'usage pour lequel il est prévu.

c) "Produit rigoureusement réglementé"

Un produit contenant :

- i) Une substance soumise à une réglementation plus rigoureuse que celle prévue par la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 ou la Convention sur les substances psychotropes de 1971, ou qui faisait l'objet d'une réglementation analogue avant qu'il soit envisagé de l'inscrire sur la Liste;
- ii) Une substance qui ne peut entrer dans la composition de produits pharmaceutiques que dans les limites fixées par la réglementation;
- iii) Une substance approuvée par une autorité nationale compétente mais ultérieurement soumise à des restrictions qui en excluent l'usage par une proportion importante des utilisateurs potentiels en raison du risque qu'il comporte. Est exclue toute substance dont l'usage a été rigoureusement réglementée dès le début en raison de la nécessité de mettre en balance les risques connus et l'efficacité.

d) "Produit non approuvé"

Un produit dont le fabricant a officiellement demandé l'enregistrement à l'autorité nationale compétente, qui l'a refusé pour des raisons de sécurité.

^a Les produits dont le commerce est exclusivement illicite ne seraient pas pris en considération.

2. Produits chimiques

a) "Produit interdit"

Un produit dont tous les usages ont été interdits sur le territoire national d'un ou de plusieurs pays en vertu de mesures de réglementation définitive prises par le gouvernement pour des raisons sanitaires ou écologiques.

b) "Produit retiré du marché"

Un produit dont la vente était autorisée et qui a été retiré du marché pour tous usages sur le territoire national d'un ou de plusieurs pays par décision définitive du fabricant, pour des raisons sanitaires ou écologiques.

c) "Produit rigoureusement réglementé"

Un produit dont tous les usages ou presque ont été interdits sur le territoire national d'un ou de plusieurs pays en vertu de mesures de réglementation définitive prises par le gouvernement pour des raisons sanitaires ou écologiques, mais dont certaines utilisations précises restent autorisées.
